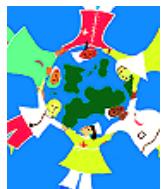




# Flash ISP

Mai 2005

## Les travailleuses du secteur de la santé ont la parole



L'ISP et UNISON ont coproduit une série de 14 interviews en profondeur de travailleuses de la santé qui ont émigré ou qui envisagent de le faire pour travailler. L'ouvrage *Who Cares? Women Health Workers in the Global Labour Market* a pour but de faire connaître les expériences vécues par les travailleuses de la santé et de diffuser leur histoire auprès des groupes de travailleurs, de syndicalistes et d'hommes/femmes politiques soucieux de l'avenir de notre système mondial de santé», déclare Kim Van Eyck, l'auteur de ce livre. Pour le recevoir, contactez [genevieve.gencianos@world-psi.org](mailto:genevieve.gencianos@world-psi.org). Le rapport final de la recherche est également disponible à cette adresse, de même que le *Introductory Guide to International Migration in the Health Sector for Workers and Trade Unionists* (2003) de l'ISP.

## 12,3 millions d'esclaves



D'après un nouveau rapport du BIT, quelque 12,3 millions de personnes sont réduites en esclavage de par le monde. Ce rapport, intitulé *Alliance mondiale contre le travail forcé*

(<http://www.ilo.org/public/english/bureau/inf/pr/2005/22.htm>), indique que près de 10 millions de personnes sont exploitées en exerçant un travail forcé dans l'économie privée et, dans certains pays, un travail imposé directement par l'État. Parmi ces travailleurs exploités, l'étude estime qu'au moins 2,4 millions sont victimes de trafic de personnes. «Seule une pression politique de la part des citoyens de toute la planète mettra fin à cette injustice» selon Hans Engelberts, le Secrétaire général de l'ISP. Si vous souhaitez vous joindre à l'ISP et à de multiples autres organisations pour protester contre cette extrême injustice, allez sur [www.world-psi.org/gcap](http://www.world-psi.org/gcap) et [www.whiteband.org/](http://www.whiteband.org/)

## Les partenariats secteur public-secteur privé dans le domaine de la santé



Le secteur privé est de plus en plus présent dans le domaine de la santé dans les pays en développement. Reste à savoir si les pauvres en tirent un quelconque avantage. Qui contrôle et supervise ces partenariats? Sont-ils vraiment durables? La bibliothèque en ligne Wemos propose de nombreux documents et liens sur les initiatives mondiales entre le public et le privé. Voir <http://www.wemos.nl/en-GB/Content.aspx?type=Themas&id=1533>, ou pour plus d'informations écrivez à [privatesector@wemos.nl](mailto:privatesector@wemos.nl)

## Sous-payé?



Comparer les taux de salaire est une tâche réputée difficile. Elle l'est d'ailleurs de plus en plus, avec l'individualisation croissante des contrats d'embauche. Cependant, la tâche sera peut-être bientôt moins ardue. En 1999 en effet, trois Néerlandaises ont mis au point une base de données comparative sur les salaires des femmes, qui a été lancée sur internet en partenariat avec la Fédération syndicale néerlandaise FNV et l'Université d'Amsterdam. En 2001, le service s'étendait aux travailleurs masculins, et plus récemment il est passé à l'échelle internationale. La base de données, appelée Wageindicator, couvre désormais neuf pays européens; quant à l'Inde, la Corée du Sud, l'Afrique du Sud, le Brésil, la Hongrie et les Etats-Unis, ils seront eux aussi sur le web mi-2005. Ce projet est trop vaste et trop important pour être résumé ici, mais vous pouvez le consulter vous-même sur [www.wageindicator.org/](http://www.wageindicator.org/)

## Etats-Unis: privatisation de la sécurité sociale



Le système américain de sécurité sociale est-il réellement en train de courir à la catastrophe? Et si tel est le cas, les comptes privés sont-ils vraiment une solution? Vous pouvez aller sur le site web <http://www.socsec.org>, qui examine les expériences vécues sur tout le continent américain, et vous comprendrez pourquoi les syndicats des Etats-Unis pensent que les propositions du Président Bush constituent une menace pour les travailleurs:

- [www.aflcio.org/issuespolitics/socialsecurity/](http://www.aflcio.org/issuespolitics/socialsecurity/)
- [www.aft.org/topics/social-security/index.htm](http://www.aft.org/topics/social-security/index.htm)
- [www.afscme.org/socialsecurity/index.html](http://www.afscme.org/socialsecurity/index.html)

Vous pouvez contribuer au maintien de la sécurité sociale américaine dans le public en signant cette pétition en ligne:

[http://www.unionvoice.org/campaign/pfizer\\_schwab](http://www.unionvoice.org/campaign/pfizer_schwab)

## Comparatif des inégalités hommes/femmes

Une nouvelle étude du Forum économique mondial porte sur l'étendue des disparités entre hommes et femmes dans 58 pays, dont 30 de l'OCDE. Cette étude, intitulée *Gender Gap Report*, mesure le taux d'égalité réelle entre hommes et femmes dans les domaines suivants: participation à l'économie, opportunités offertes par l'économie, moyens d'agir en politique, niveau d'éducation, santé et bien-être.

## Classement des dix premiers pays

Rang	Pays	Résultat*
1	Suède	5,53
2	Norvège	5,39
3	Islande	5,32

4	Danemark	5,27
5	Finlande	5,19
6	Nouvelle-Zélande	4,89
7	Canada	4,87
8	Royaume-Uni .	4,75
9	Allemagne	4,61
10	Australie	4,61

\* Les pays les mieux classés sont ceux qui enregistrent le taux d'égalité le plus élevé (échelle 1 à 7).

Les Etats-Unis se retrouvent à la 17<sup>ème</sup> position, du fait du niveau minimal des droits liés à la maternité et de la protection infantile proposée par l'Etat, pendant que la Suisse, à la 34<sup>ème</sup> position, figure parmi les pays européens les plus mal classés, à cause de ses résultats médiocres en matière d'éducation supérieure pour les femmes. Cette étude fait ressortir la corrélation manifeste qui existe entre la manière dont un pays traite les femmes et la compétitivité de ce pays au niveau mondial, et nous met en garde: «Les pays qui ne misent pas sur le potentiel de la moitié de leur société répartissent mal leurs ressources humaines et sapent leur potentiel compétitif.» Voir <http://www.weforum.org/gendergap>

## Le surmenage tue



D'après une étude récente de l'Ecole d'infirmières de l'Université de Pennsylvanie, 20.000 personnes meurent chaque année aux Etats-Unis parce qu'elles sont admises dans un hôpital où les infirmières sont débordées de travail. En cas de pénurie d'infirmières dans un hôpital, le taux de mortalité pour des opérations bénignes programmées à l'avance est de 31% supérieur à la normale. Voici ce que dit John Gage, le Président national de l'AFGE (Fédération américaine des employés du gouvernement): «Pendant la Semaine nationale des infirmières (6-12 mai) nous devons faire plus que nous contenter de remercier les infirmières pour le dur travail qu'elles accomplissent. Nous devons faire notre possible pour les aider à travailler de manière plus efficace et plus sûre.» L'AFGE a accueilli favorablement un projet de loi présenté par la républicaine Jan Schakowsky (D-IL), qui a pour but de dispenser des soins de qualité aux patients en demandant aux hôpitaux de respecter un taux minimum de patients par infirmière. Ce projet permettrait également de fixer des exigences d'encadrement pour les infirmières auxiliaires et de protéger les personnes qui dénoncent les dysfonctionnements.

## Corée: la répression contre le KGEU continue



Malgré une forte opposition de la société civile, des syndicats et du mouvement syndical international, un projet de loi limitant les droits du travail et les activités syndicales des employés du gouvernement a été voté l'année dernière en Corée. La répression continue. Le Président du KGEU, KIM Young Gil, a été arrêté en avril après quelque 150 jours de traque policière. Le Secrétaire général AHN Byeong Soon a également été

arrêté et condamné à 8 mois de prison avec 2 ans de sursis. Un troisième dirigeant du KGEU, qui avait été remis en liberté sous caution au bout d'un mois de prison, a de nouveau été condamné à six mois d'emprisonnement pour avoir participé à une grève l'année dernière. Un autre a été accusé de fraude par le gouvernement local pour avoir encouragé des membres à payer les cotisations syndicales. Dans le comté de Wando, le gouvernement local a obligé des syndicalistes à quitter le KGEU, et 17 dirigeants syndicaux ont été mutés de façon arbitraire. Une dirigeante a été obligée de déménager sur une île isolée alors qu'elle était enceinte. La répression contre le KGEU continue...

## Syndicats et corruption

L'ISP travaille avec la CISL et la CSC sur le projet UNICORN ([www.againstcorruption.org](http://www.againstcorruption.org)); il s'agit d'un réseau syndical contre la corruption géré par Kirsty Drew à l'Université de Cardiff, au Pays de Galles. Kirsty Drew a été invitée à une conférence contre la corruption qui sera organisée l'année prochaine au Guatemala par Transparency International; il lui a été demandé de présenter des exemples d'études menées par des syndicats sur le travail de lutte contre la corruption. Si vous disposez de ce type d'étude, merci d'en faire part à UNICORN: [unitedagainstcorruption@hotmail.com](mailto:unitedagainstcorruption@hotmail.com)

## Quatre grands syndicats pour l'Afrique du Sud?

(<http://allafrica.com/stories/200505230117.html>)



Le Congrès des syndicats sud-africains envisage sérieusement de ramener ses 21 affiliés de l'industrie à quatre «super syndicats». Ce projet est en partie motivé par la diminution du nombre de membres occasionnée par la réduction des dépenses. La fédération a perdu plus de 130.000 membres au cours des quatre dernières années. Cette proposition porte sur quatre secteurs: l'industrie de transformation; l'administration et les services publics; les mines, la construction et l'énergie; les services. Les syndicats qui fusionneraient avec le secteur public (le plus vaste des regroupements proposés) seraient: le syndicat municipal Samwu; le syndicat des enseignants Sadtu; le syndicat des policiers et des gardiens de prison Popcru; le Nehawu ainsi que des syndicats d'infirmières et de médecins. La Secrétaire du Cosatu chargée de l'organisation, Mncedisi Nontsele, a déclaré que les «syndicats sous-sectoriels» en rapport avec l'éducation et la formation, la santé, la justice criminelle et les infrastructures seraient rattachés au secteur public.

## Le mythe du «bureaucratisme»



Un nouveau rapport du TUC (Confédération des syndicats britanniques) révèle que le secteur public britannique fournit des services alors que le nombre de responsables y est nettement plus faible que dans le privé. En outre, le public compte moins d'emplois administratifs que les services financiers du secteur privé. L'an passé, la commission sur l'efficacité du gouvernement faisait état de 20

milliards de livres sterling d'économisées, et prévoyait une réduction de 70.000 emplois. Le TUC estime que 90% des services publics pourraient être financés en économisant sur les marchés publics, en utilisant plus efficacement les nouvelles technologies et en ayant une meilleure organisation du travail, et tout cela sans perdre un seul emploi. Vous pouvez télécharger cette étude sur <http://www.tuc.org.uk/publicsector/tuc-9650-f0.cfm>

## Réformer les organisations internationales

Les syndicats, les intellectuels et les organisations internationales s'accordent à dire qu'une réforme globale du système des institutions internationales est nécessaire. Un rapport récent de la Fondation Friedrich Ebert, sur la réforme de la gouvernance des institutions de Bretton Woods et le système de développement des Nations Unies, formule des recommandations concrètes pour une gouvernance mondiale efficace, et indique, plus précisément, comment les institutions de Bretton Woods peuvent s'engager dans l'actuel processus de réflexion et de réforme au sein des Nations Unies. Ce rapport est disponible sur le site

<http://www.fes.de/globalization>

## INTERNATIONALE DES SERVICES PUBLICS

E-mail : [psi@world-psi.org](mailto:psi@world-psi.org)  
Tél +33 (0)4 5040 6464  
Fax +33 (0)4 5040 7320  
B.P. 9, 01211  
Ferney-Voltaire Cedex  
France  
[www.world-psi.org](http://www.world-psi.org)

## Réservé aux Membres



L'ISP rappelle à ses affiliés d'Europe de l'Ouest qu'ils ont jusqu'au 1<sup>er</sup> juin pour s'inscrire à la Conférence régionale européenne (Eurecon). Veuillez noter que les réservations d'hôtel se font sur le mode «premier arrivé, premier servi». Les affiliés des pays d'Europe centrale et orientale sont inscrits séparément et ne doivent pas tenir compte du présent message. Un exemplaire de la lettre d'invitation est disponible sur le site <http://www.world-psi.org/meetings>

Conseil exécutif: Vous avez dû recevoir récemment une note vous informant que la date de la prochaine réunion du Conseil exécutif de l'ISP a été avancée d'un jour, comme convenu par le Comité directeur. La réunion se déroulera donc les 23-24-25 novembre 2005, probablement au Conseil œcuménique des églises à Genève, étant donné qu'il n'y aura pas de salle disponible à l'OIT. Pour plus d'informations, contactez [psi@world-psi.org](mailto:psi@world-psi.org)

## Vous êtes nouveau lecteur du Flash ISP ?



C'est peut-être la première fois que vous recevez le Flash ISP par e-mail. Si vous souhaitez que cela ne soit plus le cas à l'avenir, veuillez nous répondre en précisant "unsubscribe" dans votre message.